

Ils croient encore en un pays d'Arles hors de la Métropole

Les élus se sont retrouvés vendredi à Maussane, pour évoquer l'avenir institutionnel du territoire



Pour Michel Fenard, président du PETR, "tout le monde a compris qu'il faut avancer uni et travailler" pour éviter de finir dans la Métropole.

/PHOTOS CYRIL HIÉLY

Un conseil syndical entre élus membres du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR), suivi vendredi soir d'une conférence ouverte aux 29 maires du pays d'Arles, ainsi qu'aux parlementaires, conseillers régionaux et départementaux. Et au cœur des débats, un sujet, toujours le même depuis quelques mois : l'avenir institutionnel du pays d'Arles.

Dans ce dossier, où se mêlent disparition probable du Département dans les années à venir, et volonté affichée des élus locaux de ne pas rejoindre la Métropole Aix-Marseille mais de créer une structure susceptible de récupérer les compétences départementales, "c'est le brouillard", reconnaît Michel Fenard, président du PETR. Avec les trois présidents d'interco du pays d'Arles, Claude Vulpian (ACCM), Hervé Chérubini (CCVBA) et Jean-Marc Martin-Teissère, il a été à l'initiative d'un processus visant à créer une intercommunalité unique regroupant les trois Agglos du territoire. Le préfet doit livrer sa

"On tente simplement d'être maîtres de notre destin."

réponse au plus tard le 9 mai, mais en attendant, "on entend et on lit tout et son contraire", soupire Michel Fenard. Les voix envoyant le pays d'Arles dans la Métropole se sont même faites plus insistantes ces derniers jours, à tel point que certains ont annoncé que la partie était jouée. Mais pour les élus du territoire, il n'en est rien. "Il y a une vraie volonté de l'État d'être à l'écoute des élus, et moi je confirme mon soutien à la démarche d'union qui est engagée, elle est exemplaire, et c'est la seule façon d'avancer concrètement et sereinement", souligne la députée d'Arles Monica Michel, qui a abordé la question cette semaine lors d'un entretien des parlementaires LaRem des Bouches-du-Rhône avec Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'Intérieur

(notre édition du 6 avril).

Au sein du pays d'Arles, "tout le monde a compris qu'il faut avancer uni et travailler, pour avoir des éléments de projets qui tiennent la route", soutient Michel Fenard. Vu les divergences récentes sur l'intercommunalité unique, et le temps mis par les maires pour accorder leurs violons lors de la réunion de vendredi, qui a duré plus d'une heure et demie, on se demande s'il n'use pas là de la méthode Coué. Mais ses collègues confirment. "Des délibérations importantes ont été prises à l'unanimité lors du conseil syndical", rappelle Hervé Chérubini, président de la CCVBA (lire ci-contre). "Il y a un outil qui ne plaît pas à certains à Terre de Provence (l'interco unique, Ndlr), mais personne ne veut aller dans la Métropole, avance de son côté Jean-Marc Martin-Teissère. On tente simplement d'être maîtres de notre destin, à l'échelle de notre territoire." Ce ne sera pas facile, mais les élus locaux sont prêts à faire le match.

Christophe VIAL

AU COURS DU CONSEIL

Les priorités établies pour l'année 2018

Les membres du conseil syndical du PETR ont débattu des orientations budgétaires 2018, vendredi soir à la salle Agora de Maussane. Enfin, débattu est un bien grand mot, puisque le rapport a été adopté sans le moindre commentaire et à l'unanimité. Pour 2017, les comptes du PETR sont équilibrés, le déficit en fonctionnement étant compensé par les subventions arrivées avec un léger décalage. Le budget pour 2018 s'établit à 2,1 M€, dont 400 000 € d'investissements. Il faudra finaliser le Scot, mettre en œuvre le plan climat, et au rang des priorités, trois décisions auront un impact fort : le financement d'une étude de 160 000 € sur la mobilité, une autre étude sur le marketing territorial, censée aider à "vendre" la destination pays d'Arles, et une dernière étude menée par un cabinet d'experts au sujet de l'évolution territoriale des Bouches-du-Rhône, chiffrée à 210 000 €.

Autre point à l'ordre du jour, des commissions thématiques, "pour centrer notre réflexion sur un certain nombre de thèmes" selon Michel Fenard, président du PETR, ont été créées. Il y aura la première, consacrée à l'évolution institutionnelle et à la gouvernance. Une deuxième commission, présidée par Jean-Marc Martin-Teissère, aura pour thème les transports. Ensuite, Claude Vulpian, président d'ACCM, Lucien Limousin, et Hervé Chérubini présideront respectivement les commissions sur l'attractivité et le développement, l'agriculture et l'alimentation, et les finances et la fiscalité.

Ch.V.